

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 6 octobre 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 34 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, il est accordé dans l'enseignement secondaire subventionné 71,5 francs par élève régulier pour l'année scolaire 1996-1997 en vue de financer les dépenses relatives à l'équipement.

**Art. 2.** La Ministre ayant l'enseignement secondaire ordinaire dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 octobre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,  
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 494

[98/29041]

**14 OKTOBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ter uitvoering voor het schooljaar 1996-1997 van artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 413 d.d. 29 april 1986 houdende bepaling van de werkingsmiddelen voor het rijksonderwijs van de werkingstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 413 d.d. 29 april 1986, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 413 d.d. 29 april 1986 houden bepaling van de werkingsmiddelen voor het rijksonderwijs en de werkingstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs, inzonderheid op artikel 4 zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 juni 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 september 1997;

Overwegende dat het nodig is dit besluit onverwijld te nemen om de uitrustingstoelagen voor het schooljaar 1996-1997 toe te kennen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 6 oktober 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** Bij toepassing van artikel 34 van de wet van d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt in het gesubsidieerd secundair onderwijs een toeslag van FB 71,5 per regelmatig ingeschreven leerling toegekend voor het schooljaar 1996-1997 met het oog op de financiering van de uitgaven in verband met de uitrusting.

**Art. 2.** De Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid het gewoon secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 oktober 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met Onderwijs,  
Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX



F. 98 — 495

[S — C — 98/29036]

**2 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française complétant pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance l'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, tel que modifié, notamment l'article 19;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié et en vigueur le 7 mars 1992;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat tel que modifié et en vigueur le 7 mars 1992;

Vu l'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène tel que modifié et en vigueur le 7 mars 1992;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 17 septembre 1997;

Vu le protocole n° 179 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 21 octobre 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juillet 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3 § 1<sup>er</sup>, telles que modifiées;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait :

- qu'un nombre important d'agents titulaires des grades d'assistant médical, d'assistant médical de première classe et d'assistant médical principal, d'assistant en psychologie, d'assistant en psychologie de première classe, d'assistant en psychologie principal, d'ergothérapeute, d'ergothérapeute de première classe, d'ergothérapeute principal, de logopède, de logopède de première classe, de logopède principal ont été transférés à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

- que les règles relatives à la carrière administrative de ces agents n'ont jamais été adaptées aux dispositions du statut pécuniaire qui leur avaient été rendues applicables;

- que lesdites dispositions confèrent aux agents visés ci-dessus une carrière plane limitée au plan pécuniaire;

- que dès le moment où l'existence des grades d'assistant médical, d'assistant médical de première classe et d'assistant médical principal, d'assistant en psychologie, d'assistant en psychologie de première classe, d'assistant en psychologie principal, d'ergothérapeute, d'ergothérapeute de première classe, d'ergothérapeute principal, de logopède, de logopède de première classe, de logopède principal est constatée à l'Office de la Naissance et de l'Enfance, il y a lieu de procéder immédiatement à une adaptation de la carrière administrative des agents concernés en rapport avec leur situation pécuniaire;

- qu'en l'absence d'une telle adaptation, il y aurait notamment une impossibilité de leur rendre applicables les dispositions qui doivent être prises d'urgence en matière de règlement organique.

Sur proposition de la Ministre-Présidente ayant l'Enfance dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 27 octobre 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En tant qu'il s'applique au personnel statutaire de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, l'article 5, § 2, de l'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène est complété comme suit :

les mentions « , d'assistant médical, d'assistant en psychologie, d'ergothérapeute, de logopède » sont insérées entre la mention « de moniteur sanitaire » et la mention « et de visiteuse d'hygiène du travail, ».

**Art. 2.** L'article 6, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété comme suit :

les mentions :

|                           |  |
|---------------------------|--|
| « assistant médical;      | assistant médical de 1 <sup>ère</sup> classe;        |
| assistant en psychologie; | assistant en psychologie de 1 <sup>ère</sup> classe; |
| ergothérapeute;           | ergothérapeute de 1 <sup>ère</sup> classe;           |
| logopède;                 | logopède de 1 <sup>ère</sup> classe; »               |

sont insérées entre les mentions « moniteur sanitaire; moniteur sanitaire de 1<sup>ère</sup> classe; » et les mentions « visiteuse d'hygiène du travail; visiteuse d'hygiène du travail de 1<sup>ère</sup> classe; ».

**Art. 3.** L'article 7bis, § 1<sup>er</sup> du même arrêté est complété comme suit :

les mentions

|  |                                     |
|--|-------------------------------------|
| « assistant médical de 1 <sup>ère</sup> classe;      | assistant médical principal;        |
| assistant en psychologie de 1 <sup>ère</sup> classe; | assistant en psychologie principal; |
| ergothérapeute de 1 <sup>ère</sup> classe;           | ergothérapeute principal;           |
| logopède de 1 <sup>ère</sup> classe;                 | logopède principal; »               |

sont insérées entre les mentions « moniteur sanitaire de 1<sup>ère</sup> classe; moniteur sanitaire principal; » et les mentions « visiteuse d'hygiène du travail de 1<sup>ère</sup> classe; visiteuse d'hygiène du travail principale; ».

**Art. 4.** Au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, sous l'intitulé « II. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française, Section A. Personnel administratif », les grades suivants sont insérés :

au rang 22 : assistant médical, assistant en psychologie, ergothérapeute, logopède;

au rang 23 : assistant médical de 1<sup>ère</sup> classe, assistant en psychologie de 1<sup>ère</sup> classe, ergothérapeute de 1<sup>ère</sup> classe, logopède de 1<sup>ère</sup> classe;

au rang 24 : assistant médical principal, assistant en psychologie principal, ergothérapeute principal, logopède principal.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> février 1987.

**Art. 6.** La Ministre-Présidente ayant l'Enfance dans ses attributions et le Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 décembre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### VERTALING

N. 98 — 495

[S — C — 98/29036]

**2 DECEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende aanvulling voor de "Office de la Naissance et de l'Enfance" van het koninklijk besluit van 19 september 1967 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen, die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, zoals gewijzigd en van kracht op 7 maart 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen titularis kunnen zijn, zoals gewijzigd en van kracht op 7 maart 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 september 1967 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen, die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne, zoals gewijzigd en van kracht op 7 maart 1992;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 september 1997;

Gelet op het protocol nr 179 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 21 oktober 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 25 juli 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juli 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals gewijzigd;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid bijzonder gemotiveerd door het feit :

- dat een wezenlijk aantal ambtenaren die titularis zijn van de graden geneeskundig assistent, geneeskundig assistent 1e klasse en eerstaanwezend assistent, assistent in de psychologie, assistent in de psychologie 1e klasse, eerstaanwezend assistent in de psychologie, ergotherapeut, ergotherapeut 1e klasse, eerstaanwezend ergotherapeut, logopedist, logopedist 1e klasse, eerstaanwezend logopedist overgeheveld werden naar de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

- dat de regels betreffende de administratieve loopbaan van deze ambtenaren nooit werden aangepast aan de bepalingen van het geldelijk statuut, die van toepassing werden gemaakt;

- dat deze bepalingen de hierboven bedoelde ambtenaren een beperkte vlakke loopbaan toekennen op geldelijk vlak;

- dat vanaf het ogenblik dat het bestaan van de graden geneeskundig assistent, geneeskundig assistent 1e klasse en eerstaanwezend assistent, assistent in de psychologie, assistent in de psychologie 1e klasse, eerstaanwezend assistent in de psychologie, ergotherapeut, ergotherapeut 1e klasse, eerstaanwezend ergotherapeut, logopedist, logopedist 1e klasse, eerstaanwezend logopedist bij de "Office de la Naissance et de l'Enfance" vastgesteld wordt, er onmiddellijk een aanpassing dient te geschieden wat betreft de administratieve loopbaan van betrokken ambtenaren in verband met hun geldelijke statuut;

- dat in afwezigheid van een dergelijke aanpassing, er inzonderheid een onmogelijkheid zou bestaan indien men op ze de bepalingen die dringend dienen te worden getroffen inzake organiek reglement toepasselijk zou willen maken;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster tot wier bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 27 oktober 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 5, § 2, van het koninklijk besluit van 19 september 1967 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen, die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne, dat van toepassing is op het vastbenoemd personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", wordt als volgt aangevuld :

de meldingen "geneeskundig assistent, assistent in de psychologie, ergotherapeut, logopedist" worden ingevoegd tussen de melding "gezondheidsmonitor" en de melding "en van bezoekster arbeidshygiëne".

**Art. 2.** Artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :  
de meldingen :

|                              |  |
|------------------------------|--|
| "geneeskundig assistent;     | geneeskundig assistent 1e klasse;      |
| assistent in de psychologie; | assistent in de psychologie 1e klasse; |
| ergotherapeut;               | ergotherapeut 1e klasse;               |
| logopedist;                  | logopedist 1e klasse;"                 |

worden ingevoegd tussen de meldingen "Gezondheidsmonitor; Gezondheidsmonitor 1e klasse" en de meldingen "Bezoekster arbeidshygiëne; Bezoekster arbeidshygiëne 1e klasse;"

**Art. 3.** Artikel 7bis, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :  
de meldingen

|  |   |
|--|---|
| "geneeskundig assistent 1e klasse;     | eerstaanwezend geneeskundig assistent;      |
| assistent in de psychologie 1e klasse; | eerstaanwezend assistent in de psychologie; |
| ergotherapeut 1e klasse;               | eerstaanwezend ergotherapeut;               |
| logopedist 1e klasse;                  | eerstaanwezend logopedist;"                 |

worden ingevoegd tussen de meldingen "Gezondheidsmonitor 1e klasse; Eerstaanwezend gezondheidsmonitor" en de meldingen "Bezoekster arbeidshygiëne 1e klasse; Eerstaanwezend bezoekster arbeidshygiëne;"

**Art. 4.** In de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen titularis kunnen zijn, onder het opschrift "II. Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen, Afdeling A. Administratief personeel", worden de volgende graden ingevoegd :

bij rang 22 : geneeskundig assistent, assistent in de psychologie, ergotherapeut, logopedist;

bij rang 23 : geneeskundig assistent 1e klasse, assistent in de psychologie 1e klasse, ergotherapeut 1e klasse, logopedist 1e klasse;

bij rang 24 : eerstaanwezend geneeskundig assistent, eerstaanwezend assistent in de psychologie, eerstaanwezend ergotherapeut, eerstaanwezend logopedist.

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 1987.

**Art. 6.** De Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort, en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 december 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 98 — 496

[98/29063]

**23 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1981  
concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat du 16 juillet 1993, et spécialement l'article 68;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 décembre 1981 déterminant la composition et le fonctionnement des Cabinets des Membres de l'Exécutif de la Communauté française modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 27 janvier 1982, 16 novembre 1983, 5 juin 1986, 3 mars 1988, 23 septembre 1988, 18 mai 1989, 27 juillet 1992 et les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 15 juillet 1993 et 23 avril 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement;